VOL. LIV — SAINT-BONIFACE, MANITOBA, 22 AVRIL 1925 — No 22

ABONNEMENTS
Canada, par année $1.00
Etats-Unis, par année 1.50
Europe, par année 2.50

Tarif des Annonces
Par pouce ....50 sous

ANNONCE LEGALES
1ère insertion, parligne ......12 sous
Chaque insertion subséquente 8 sous

N. B.—Les annonces de naissances, mariages et sépultures seront insérées au taux de 35 sous chacune. Petites annonces, 50 sous.

LE MANITOBA

JOURNAL HEBDOMADAIRE.

LE MANITOBA
EST PUBLIE ET IMPRIMÉ
TOUS L[illegible] [ME]RCREDIS
Toutes co[mmunica]tions concernant le journal ou [l'imprim]erie devront être adressées :
Le [Man]itoba
Publié p[ar] [illegible] GAUVIN
42, Aven[ue] [Pr]ovencher
SAINT-BONIFAC[E] MANITOBA
Téléphone . 1236

NOUVELLES DE FRANCE

Pacte, Sécurité, Garantie

Après la fameuse entrevue de Chequers, tous les journaux du Cartel célébrèrent le succès de cette rencontre d'où devait sortir la paix du monde. On nous montra les deux ministres, travailliste et radical-socialiste, dans toutes les poses et leurs pipes devinrent l'emblème de l'entente scellée entre les gouvernements anglais et français.

Ce qui était surtout un emblème, c'était la fumée des pipes. Elle n'avait pas plutôt dispapru que disparaissaient toutes les promesses de M. MacDonald et le fameux protocole de garantie qui était sorti des délibérations de Chequers.

Il avait suffi pour cela que M. MacDonald franchît la Manche et se rendit à Genève. Il emportait avec lui la résolution de faire avorter le dessein qu'il avait fait luire aux yeux de M. Herriot et avec lequel celui-ci berna si complètement l'opinion publique.

"Immédiatement, vient de déclarer M. Chamberlain à la Chambre des Communes, il apparut que les deux premiers britannique et français, dans le geste amical qu'ils avaient fait en commun, étaient irréconciliablement opposés l'un à l'autre."

Et quand vint le moment de signer le protocole, M. MacDonald reprit le chemin de Londres et nous laissa en face d'une formule sur laquelle M. Herriot fondait son espoir pour apporter la paix à l'univers. Il n'y avait qu'une puissance qui retirait quelque chose de l'aventure, c'était l'Allemagne.

Elle nous arrachait, par l'intermédiaire de MacDonald, l'abandon de la Ruhr et la promesse d'évacuer le territoire de Cologne.

Notre étonnant ministre des affaires étrangères s'était imaginé qu'il lui suffisait de serrer de sa main démocratique celle du ministre travailliste britannique pour obtenir de lui la promesse d'un pacte de garantie, même sous la forme du protocole de Genève. Sa méconnaissance des hommes et des gouvernements de la Grande-Bretagne ne lui fit point voir que M. MacDonald continuait la politique extérieure de ses prédécesseurs, comme M. Baldwin et M. Chamberlain continuent celle de M. MacDonald.

Les uns et les autres peuvent être divisés sur les questions intérieures, ils restent d'accord pour maintenir la tradition anglaise et défendre avant tout les intérêts britanniques. Ils nous donnent en cela un exemple que nous n'avons pas voulu suivre en sacrifiant les uns après les autres les droits que nous tenions du traité de Versailles.

Le peu qui nous reste de ce traité, on travaille encore à nous l'enlever, car le projet de pacte avec l'Allemagne, dont M. Chamberlain a tracé les grandes lignes, n'aboutirait à rien de moins qu'à effacer du traité les articles qui garantissent les frontières de la Pologne et nous lient aux Etats de la Petite-Entente.

L'Allemagne, si nous en croyons le ministre des affaires étrangères britanniques, accepterait bien de garantir le maintien des frontières pour celles de l'Est, qu'elle espère même voir remanier par voie d'arbitrage. Par le fait, elle n'accepte point les délimitations fixées par les puissances et, comme nous le disions, entend remettre en discussion les articles du traité.

Il est même étrange, à ce propos, que ce soit dans les déclarations ministérielles de la Chambre des Communes que le Parlement et le public français doivent apprendre les propositions faites par l'Allemagne, et à lire ces déclarations où il s'agit continuellement de nous, il semble que c'est à Londres et non à Paris que se traitent les affaires de la France.

Quoi qu'il en soit, des discours de M. Chamberlain et de M. Baldwin il ressort "que le gouvernement britannique ne pouvant pas offrir au gouvernement français ni au gouvernement belge un pacte de garantie unilatéral". Il en ressort également que l'Angleterre est prête à examiner un pacte de garantie avec l'Allemagne, mais que ces "engagements ne peuvent pas s'étendre à toutes les frontières".

Cette nouvelle réserve laisse le champ libre aux suggestions de l'Allemagne concernant ses frontières de l'Est et n'est pas pour rassurer la nation polonaise qui sent le péril d'un isolement qui la livrerait aux entreprises germaniques.

M. Chamberlain a terminé son discours sur une déclaration dont il a sans doute pesé les termes et qui engage gravement pour l'avenir la responsabilité de l'Angleterre. "La paix, a-t-il dit, est entre les mains de l'Empire britannique. S'il décide qu'il n'y aura plus de guerre, il n'y en aura plus". Il n'y en aurait pas eu en 1914 si, à cette époque, les hommes d'Etat de la Grande-Bretagne avaient consenti à proclamer la publique garantie d'un accord définitif. Quand ils s'y sont décidés, il était trop tard.

L'Angleterre commet aujourd'hui la même faute en ne prenant aucun engagement et en se réservant d'agir [illegible] selon les événements.

L. de la BORIE.

Le désordre moral

Paris, 19 avril.

Sous ce titre, le "Temps" écrit:

"Qu'avons-nous vu depuis le 11 mai? Nous avons vu le Cartel des Gauches, mettant fin à l'union sacrée, provoquer partout et à toute occasion le plus gratuitement du monde les protestations et les mécontentements.

"Nous l'avons vu réveiller la question religieuse que depuis les grands holocaustes de la guerre personne ne se posait plus.

"Nous l'avons vu provoquer en Alsace et en Lorraine, par des mesures hâtives ou des déclarations inconsidérées, ces discussions passionnées et infiniment regrettables qui auraient dû être épargnées à la fois à la mère-patrie et aux départements recouvrés.

"Nous l'avons vu, pour donner des satisfactions politiques à des hommes de parti, changer sans aucune raison les titulaires de certains hauts postes, au risque d'inquiéter et d'indisposer l'opinion.

"Sans doute il peut soutenir que ce sont les inquiets et les protestataires qui ont tort, que les catégories de Français qu'il trouble dans leurs traditions, leurs croyances ou leurs intérêts légitimes devraient supporter en silence la situation qui leur est faite. Il n'en est pas moins certain que le désordre existe, que les incidents surgissent et se multiplient et que le gouvernement a tout fait pour les provoquer.

"Sans doute les manifestations du quartier latin n'ont en elles-mêmes qu'une importance relative et nous ne prétendons pas faire, du mauvais accueil réservé par les étudiants à un maître dont la nomination n'a pas leur agrément, un événement de politique générale, mais cet incident est inséparable d'une situation d'ensemble qu'on peut caractériser en quelques mots: le régime actuel tend à créer dans le pays un incontestable désordre moral; on peut se demander si c'est cela qu'ont voulu les électeurs du 11 mai".

LE PERIL DE L'AUTRICHE

Nous avons déjà signalé la difficulté de la réforme autrichienne. En tout état de cause, le rétablissement d'un pays aussi vivement frappé par la catastrophe politique de 1918, par la débâcle de la monnaie et des finances publiques, exige les plus durs sacrifices. Ces sacrifices sont d'autant plus insupportables à la population qu'ils s'accomplissent en vertu d'un programme fixé par la Société des Nations, c'est-à-dire par l'étranger. Les pangermanistes et les socialistes assaillent de leurs critiques le parti chrétien-social qui assume la responsabilité du pouvoir dans cette période difficile. Au fond, le rattachement de la petite république à l'Allemagne n'ouvrirait-il pas un chemin plus commode vers la convalescence et vers la santé? Cette solution apparait à beaucoup d'autant plus séduisante qu'un peuple ne se résigne pas aisément à se départir des grandes traditions historiques dans lesquelles il fut élevé pour s'enfermer modestement dans l'existence bornée d'un canton helvétique. Les affaires vont de mal en pis. De janvier à février, le nombre des sans-travail s'est élevé de 150,000 à 210,000. Les faillites se multiplient. Le déficit budgétaire de l'année 1924 est d'environ 60 millions de couronnes or. Un déficit plus considérable s'annonce pour l'année courante. Plus grave encore est le déficit des échanges de 1924: un milliard cinquante-deux millions de couronnes or.

A cette heure critique l'attitude que l'Europe occidentale observera à l'égard de sa création danubienne sera très probablement décisive. Or, il faut bien le dire, ni l'Angleterre, ni l'Amérique ne jouent leur rôle. La Banque d'Angleterre mesure très parcimonieusement les crédits que sollicitent les institutions viennoises. Il semble que sir Montagu Norman et ses collègues répondent, en substance, aux demandes qui leur sont adressées de Vienne: Allez aux guichets de Berlin. Nous préférons traiter avec l'Allemagne car là seulement nous trouvons des affaires à notre taille. C'est par l'intermédiaire du Reich que nous entendons vous aider.

Les chefs de la finance et de l'industrie autrichienne essaient de fléchir cette consigne. Le docteur Reisch, gouverneur de la National Bank, et le Dr. Brauneis, directeur général de la même institution, sont à Londres. De même, le Dr Gunther, président de la Compagnie des chemins de fer fédéraux, qui sollicite un emprunt de 5 millions de livres. Toujours dans la capitale britannique, on annonce l'arrivée prochaine du ministre des finances, Dr Ahrer. Sur le marché de New-York, la ville de Vienne essaie vainement d'obtenir des fonds. Deux puissantes entreprises, la Montagesellschaft et la Compagnie hydraulique du Tyrol, n'ont pas encore réussi à trouver des prêteurs. Que de tels efforts n'aboutissent pas en pays anglo-saxons, ils se tourneront vers Berlin et, dans l'ordre politique, les conséquences s'en feront rapidement sentir.

Dans les pourparlers que nous avons engagés avec Londres à propos du pacte de garantie offert par l'Allemagne, nous faisons de notre mieux (autant que la politique de M. Herriot le permet) pour sauver le statut de l'Europe centrale établi il y a six ans. Mais il ne servira de rien que nous concilions à l'Europe nouvelle les dirigeants de Downing Street, si, dans la cité, les puissances d'argent, ne poursuivant que leur intérêt le plus immédiat et le plus égoïste, s'acharnent à rétablir l'état de choses économique et financier antérieur à 1914. Il existe plusieurs manières de démolir l'Autriche, pour ne point parler de la Pologne et de la Tchécoslovaquie. Sous peu de jours, les Etats de la Petite Entente se réuniront en conférence. Leur principal devoir sera d'obvier au péril.

(L'Echo de Paris) Pertinax

DANGER DE LA CIVILISATION SANS RELIGION

(M. le chanoine Stéphane Coubé)

II.—Civilisation morale

(Suite et fin)

Si désirable que soit la civilisation intellectuelle et matérielle, la civilisation morale est bien plus nécessaire. Un peuple peut se passer d'automobiles et d'avions, de téléphone et de télégraphe, mais non de justice et de paix. Il peut ignorer comment un astre se meut dans le ciel, mais non comment l'homme va au ciel. Or c'est l'Eglise qui lui enseigne ce chemin, qui le chemin de la vertu.

Hors de la religion, la vertu n'est pas logique, car s'il n'y a pas de Dieu, pas de législation suprême, il n'y a pas de loi morale. S'il n'y a ni ciel ni enfer, le scélérat est un sage et le vertueux est un fou, au dire de Jean-Jacques Rousseau lui-même. La pensée e tla crainte de Dieu seules nous donnent des motifs de bien faire et des grâces pour résister à nos passions. Or, la vraie religion est l'Eglise catholique, et les autres, en perdant la vérité, ont perdu l'autorité et l'efficacité morale.

Seul le christianisme a pu accomplir les réformes sociales qu'appelait la barbarie savante du paganisme et fonder la civilisation morale.

C'est à l'Eglise que le monde doit la suppression de l'esclavage antique. Par la réforme des idées et des moeurs, par la persuasion et la charité, elle amena le monde chrétien à affranchir les esclaves, et la plus gigantesques des injustices sociales disparut peu à peu de tous les pays situés sous le signe de la croix. L'esclavage subsistait jusqu'à ces dernières années dans la malheureuse Afrique, mais c'est l'Eglise catholique qui, par la voix de Léon XIII et du cardinal Lavigerie, a protesté le plus haut contre l'esclavagisme musulman, fondé la Ligue antiesclavagiste et obtenu des gouvernements civilisés de lutter contre ce fléau.

Les jeux du cirque étaient encore plus cruels. Des milliers de gladiateurs, prisonniers de guerre, les plus forts, les plus beaux, étaient condamnés à s'égorger les uns les autres pour le plaisir d'une foule avinée et lascive. L'Eglise ne put rien contre cette abomination pendant les trois premiers siècles, car ses fils eux-mêmes étaient jetés aux bêtes dans l'arène. Mais quand elle fut libre, elle obtint des empereurs chrétiens Constantin, Théodore, Honorius des édits pour la suppression des combats de gladiateurs. Mais la férocité était dans le sang des peuples encore à moitié païens; les édits restèrent lettre morte jusqu'au jour où un pauvre moine venu de la Tsébaïde arriva à Rome. Il parvint à s'introduire dans l'arène un soir de spectacle. Là, les bras en croix, il supplia les assistants de renoncer au jeu sanglant. La foule irritée le fit massacrer. Mais l'émotion fut si vive et si profonde à Rome, le lendemain, que l'empereur Honorius, s'appuyant sur ce courant d'opinion, rendit un nouveau décret qui, cette fois, fut efficace. Ce fut le dernier combat. Un pauvre moine avait plus fait pour l'humanité par son sacrifice que les écrits des philosophes et les édits des empereurs.

La classe ouvrière était méprisée. L'Eglise montra au monde Jésus ouvrier et le travail, d'inhumain qu'il était, devint humain et divin. Le monde reconnut les droits des travailleurs. Ah! certes, tout n'est pas parfait dans notre société, et il y a encore comme le déclarait Léon XIII, bien des abus à corriger; mais de grandes réformes ont déjà été accomplies, grâce à l'esprit de l'Evangile, et le socialisme lui-même qui reproche parfois à l'Eglise de n'avoir pas fait assez pour les ouvriers, oublie que tout ce qu'il a de bon dans son programme, il le doit aux idées de justice et d'humanité semées par l'Eglise et que, sans elle, il n'existerait même pas.

Le droit de guerre était atroce dans l'antiquité et chez les barbares. Les belligérants s'attribuèrent le droit de réduire en servitude ou de massacrer les femmes et les enfants. Le christianisme fit peu à peu prévaloir des idées plus humaines et demanda grâce, au nom de la justice, pour les faibles et les désarmés. Bien plus, il déclara que s'il est permis de tuer le soldat ennemi sur le champ de bataille, tant qu'il combat, il n'est pas permis de l'a-

(A suivre en page 4)

LES AILES ENCHAINEES

Un étranger récemment débarqué en France, et qui tâche de connaître notre pays, et qui s'efforce à l'aimer, a prononcé des paroles singulières, l'autre jour, devant un de nos compatriotes. Je vais essayer de les rapporter ici.

—Monsieur le Français, je suis déconcerté par tout ce que je vois et entends chez vous. Je trouve des contradictions énormes entre ce que vous semblez être et ce que vous êtes vraiment: je ne m'explique pas cela. Vous penserez peut-être que j'ai l'esprit trop obtus — car les Parisiens sont toujours enclins à croire qu'il ne reste plus de place pour l'esprit au-delà de leurs fortifications—mais, si c'est par faiblesse d'intelligence que je n'arrive pas à comprendre, daignez me verser quelques-unes de vos lumières, et vous rendrez service, je vous l'assure, non seulement à mon humble personne, mais à une foule d'Européens ou d'Américains qui ne voient goutte dans vos affaires.

Comme le Français l'invitait à préciser, l'étranger s'exprima ainsi :

—J'essaye, chaque dimanche, d'entrer à Notre-Dame, pour entendre les sermons du carême, et je vois une telle foule assiéger les portes que je n'y pénètre que fort difficilement. Et l'on parle de milliers de personnes qui ne peuvent entrer du tout. Jamais on n'a vu pareille affluence. Il a fallu établir un service d'ordre. On se bouscule pour entendre parler de Dieu. C'est magnifique. Et ce n'est pas seulement dans votre cathédrale que se produisent de tels spectacles, c'est un peu partout, à Paris et en province. Il y a chez vous une poussée de religion extraordinaire. Sous l'Empire, quand vous aviez des ministres dévots, le peuple français était fort incrédule, si j'en crois les romanciers, les moralistes, les philosophes de cette époque: et maintenant, que tous vos gouvernants sont des athées, vous allez vous prosterner devant les autels avec une ardeur qu'on n'a pas vue depuis le moyen âge. Comment cela se fait-il?

C'est tout ce que vous avez remarqué? demanda notre compatriote.

Non, monsieur. J'ai noté ceci, en outre: à l'appel du général de Castelnau ou d'autres patriotes croyants, que l'esprit de vie anime, des Français s'assemblent chaque semaine, dans quelque ville de province, et ils sont vingt, quarante, soixante mille, — disent les journaux. Il y a là de véritables armées de chrétiens, comme on n'en a peut-être pas vues depuis les croisades. On vient de plusieurs lieues à la ronde pour entendre parler de choses graves: devoir, piété, sacrifice. Il n'y a là d'autres attractions que Dieu: et l'on constate que Dieu, seul au programme, attire plus de monde que toutes vos étoiles de théâtre et de cinéma réunies, que tous vos as de la boxe et du foot-ball. C'est prodigieux... Cependant, un millier d'individus, dans vos palais législatifs, des Français élus par des Français — loin d'agir sous le souffle de Dieu, ne semblent se courber que sous les griffes de Satan. Qui m'expliquera?

Vous n'avez pas remarqué autre chose monsieur l'étranger?

Mais si. Un de vos professeurs l'autre soir m'a déclaré que vos collèges libres, vos établissements religieux n'ont jamais eu autant d'élèves. L'instruction y coûte plus cher, puisque l'Etat ne leur donne rien, quand il subventionne magnifiquement les autres [illegible] cette instruction ferme les carrières officielles, puisque l'Etat frappe d'ostracisme la plupart qui la reçoivent et pourtant, il y a de plus en plus d'élèves, dans les collèges religieux, et il y en a

(A suivre en page 2)

LES AILES ENCHAINEES

(Suite de la page 1)

de moins en moins dans ceux de l'Etat. Ne trouvez-vous pas cela exorbitant?

—Ensuite?

—Eh bien, il y a ceci encore: un Français qui connait bien le monde des journaux prétendait, l'autre jour, que les journaux d'opinion conservatrice ou modérée, tant à Paris que dans les départements, ont deux fois plus de lecteurs que les autres. Comment se peut-il donc que les deux tiers de vos compatriotes étant des conservateurs ou des sages, les deux tiers de vos élus soient des socialistes ou des fous? Les Français, par hazard, ne seraient-ils plus libres?

A ceci, notre Français dut répondre:

—Non, monsieur, ils ne sont plus libres. Les Français, malgré les apparences, n'ont jamais été aussi enchaînés que de nos jours, et les serfs de Rome avaient en réalité autant d'indépendance que le fermier de Normandie ou le vigneron de Touraine. Et c'est le suffrage universel qui leur a ôté la liberté.

—Oh, monsieur, ne plaisantez-vous pas?

—Il faut bien vivre... Voilà pourquoi les Français, qui sont peut-être les plus religieux, les plus honnêtes, les plus braves gens de la terre, sont représentés par des mécréants, des parpaillots ou des sceptiques, par toutes sortes d'individus qui ne représentent pas plus la France qu'un furoncle sur le nez ne représente le visage, que l'écume ne représente la mer. Croyez bien que si, demain, les conducteurs rouges, à la suite de je ne sais quel miracle, étaient remplacés par des conducteurs blancs, toute la France changerait de couleur aussi vite qu'eux. Le suffrage universel, tel qu'il est pratiqué maintenant, c'est le fouet aux mains des meneurs. Avec cela, on pousse le troupeau où l'on veut... Non, monsieur l'étranger, il ne faut pas juger la France d'après ses élus. Ils ne représentent que ses bas appétits. Ce qu'il y a de supérieur en nous n'est pas représenté. Vous pouvez voir les pieds de la France, vous ne soupçonnez pas ses ailes. Nous les cachons puisque les souffles d'en haut leur sont inclements, mais elles sont toujours là. Jamais peut-être elles n'ont été plus belles, plus larges, plus pures, et le monde, j'en suis sûr, les entendra claquer encore.

—Mais quand?

—Ah, quand? [illegible] Mais elles s'apprêtent. Les femmes, bientôt, vont obtenir le droit de voter malgré l'opposition de nos meneurs. Qui sait si elles ne [illegible] universel [illegible] ont avili pour en faire l'instrument de leur domination? Qui sait si elles ne prendront pas le bulletin de vote comme Jeanne d'Arc prit son épée? La France a coutume d'être sauvée par des Françaises... Dieu, pour libérer nos ailes, attend peut-être le secours de leurs mains.

Jean RAMEAU.

(Le Gaulois)

LES FORETS

ALLONS-NOUS LES LAISSER CROITRE

CONSERVANT AINSI NOTRE CAPITAL FORESTIER
STABILISANT L'INDUSTRIE
ASSURANT NOTRE PROSPERITE FUTURE

ou bien

ALLONS-NOUS LES MINER

DETRUISANT AINSI NOTRE CAPITAL FORESTIER
SAPANT LA BASE DE L'INDUSTRIE
MENACANT NOTRE PROSPERITE FUTURE

Notre securité et nos intérêts nationaux exigent pour nos forêts les mêmes soins que pour une récolte

L'OBSTACLE à ces soins est le FEU
LA CAUSE de ce feu est la NEGLIGENCE
LE REMEDE pour cette negligence est D'EVEILLER L'OPINION PUBLIQUE

Nous devons tous faire notre part

HON. CHARLES STEWART, Ministre de l'Intérieur

COMPARAISON INSTRUCTIVE

Chacun, ici-bas, prêche pour son saint; autrement dit, chacun attache à ses intérêts personnels une importance décisive, bien avant de s'occuper des intérêts du voisin.

C'est, somme toute, un égoïsme très légitime et bienfaisant, tout au moins en principe, et, conséquemment, nous ne pouvons compter sur autrui pour prendre soin de nos intérêts particuliers.

[illegible]

(Suite à la page 3)



CITE DE ST-BONIFACE

On demande un Gardien

Des demandes, adressées au soussigné, avec indication sur l'enveloppe "Gardien" pour remplir les fonctions de gardien de l'Hôtel de Ville, seront reçues par le soussigné jusqu'à 5 heures du soir vendredi le 24 avril, 1925.

Rémuneration $60.00 par mois avec logement à l'Hôtel de Ville; ce logement ne sera disponible qu'au 1er juin.

PAR ORDRE,
ERNEST GAGNON
Greffier

Ce 20 avril, 1925.

COMPARAISON INSTRUCTIVE

(Suite de la page 2)

des cinq derniers mois, une diminution de production de 21 pour cent par rapport à la même période durant l'année précédente.

Ce ralentissement de 21 pour cent dans la production, chez nos voisins, montre bien que c'est l'effet de causes générales qui ont également leur répercussion chez nous.

Le bulletin de la "National City Bank" autre autorité indiscutable, cite des exemples typiques de la situation industrielle aux Etats-Unis.

"L'American Woolen Company, la plus grosse maison de lainages, au capital de 142 millions de dollars, a clos son exercice de 1924 par un déficit de $6,914,000 sans tenir compte des intérêts des actions privilégiées et ordinaires. Nos manufacturiers de lainage, en Canada, s'en tirent à meilleur compte.

Dans le coton, la compagnie Amoskeag, la plus puissante organisation cotonnière, a eu des déficits en 1923 et 1924.

Une autre compagnie manufacturière de Rhode Island, la B. B. & R. Knight & Co., a connu en 1924 une perte nette de $1,118,110.

Une autre grosse compagnie, la Consolidated Textile Company, qui opère dans l'Est et dans le Sud, a connu également en 1924 une perte sèche de $2,027,615.

Le marasme de l'industrie du coton aux Etats-Unis est si bien connu que les ouvriers ont consenti à une réduction de salaire de 10 pour cent.

Et cette situation se retrouve un peu partout. Dans l'industrie houillère, la Pittsburg Coal Company, au capital de 164 millions de dollars et avec un revenu brut de 44 millions, se trouve, dividendes et frais payés, en face d'un profit net de $281,887, ce qui équivaut à environ deux dixièmes de un pour cent sur le capital.

Tout compte fait, les choses en Canada ne vont point encore si mal qu'on le prétend. Nous avons réussi à tirer notre épingle du jeu assez bien, lorsqu'on compare notre situation à celle de nos voisins.

Bien loin d'être découragés, nous devrions au contraire nous féliciter d'avoir subi la crise mondiale à si peu de frais, relativement à nos voisins.

LA PRESSE.

DANGER DE LA CIVILISATION SANS RELIGION

(Suite de la Page 1)

chever, quand il est blessé. Blessé, impuissant, il n'est plus l'ennemi, il devient un frère, suivant la belle devise de la Croix-Rouge: "Hostis, dum vulneratur, frater". S'il y a encore des peuples qui font la guerre avec barbarie, qui déportent les jeunes filles, qui massacrent les innocents, qui bombardent des cathédrales inoffensives, ce n'est pas la faute de l'Eglise, c'est parce qu'on n'écoute pas sa voix.

Le monde aspire aujourd'hui à la paix. Mais n'est-ce pas le Christ qui l'a apportée au monde? Si les peuples étaient dociles à l'Evangile, il n'y aurait plus de guerres. L'homme d'Etat célèbre, qui a eu en France le premier rôle à la tête du gouvernement pendant la dernière guerre, répondit du haut de la tribune le lendemain de l'armistice à un député qui lui demandait ce qu'il pensait de la paix perpétuelle: "Je la désire plus que personne, mais je n'y crois pas. Tant qu'il y aura des passions, de l'ambition et de la cupidité parmi les hommes, il y aura des guerres, et le secret de supprimer les passions, je ne le connais pas". Nous le connaissons, nous; ce serait l'application de l'Evangile sous la direction de l'Eglise. La société des nations se propose de donner la paix au monde. Louable désir! Mais elle aurait tout à gagner en prenant le Père commun des fidèles pour son conseiller, son guide et son père spirituel.

Aux réformes dont l'Eglise a gratifié le monde au nom de la justice, il faudrait ajouter les institutions bienfaisantes qu'elle a fondé au nom de la charité, ce qu'elle a fait pour les pauvres, les malades, les captifs, pour les humbles et les petits, il faudrait faire défiler devant vous les sublimes légions des Charles Borromée, des Pierre Claver, des Vincent de Paul, des Belzunce, des Ozanam, des Damien Deveuster, des religieux de la Trinité et de la Merci pour la rédemption des captifs, des soeurs de la charité et des hospitalières de tous ordres. Mais vous les connaissez et c'est avec émotion que vous saluez en elle l'Eglise et Jésus dont l'esprit les anime.

Le monde moderne est fier de sa civilisation et il espère aller de progrès en progrès vers un idéal social de plus en plus brillant. L'Eglise le lui souhaite sincèrement. Mais qu'il prenne garde! Sans la religion, pas de civilisation morale, et sans civilisation morale, pas de civilisation intellectuelle ni matérielle durable. Il y a des régressions possibles vers la barbarie. La science a constaté de nos jours que les sauvages ne sont pas des arriérés ou des attardés de l'évolution humaine, mais des dégénérés, de pauvres déchus dont les ancêtres étaient civilisés. Le Mexique, le Pérou, la Bolivie, le Chili ont connu longtemps avant le Christ une civilisation avancée, plus parfaite que celle des Incas, qui rappelle étrangement celle des Egyptiens, et dont les ruines font supposer des communications avec l'Egypte par l'Atlantide aujourd'hui disparue. Les tribus les plus dégradées de l'Australie possèdent une langue d'une perfection prodigieuse, qui égale celle de la Grèce par la richesse et la logique de ses flexions et de sa syntaxe, langue merveilleusement apte aux spéculations philosophiques et qui ne s'explique que par une haute civilisation d'ancêtres lointains. D'où vient que ces peuples sont tombés de si haut et si bas? Peut-être est-ce la misère physique qui en est la cause, mais la misère physique elle-même ne s'expliquerait guère sans la misère morale chez des races qui ont eu l'intelligence et la richesse. C'est l'oubli de la religion, c'est la corruption des moeurs, nées de leurs passions qui les ont avilies et abâtardies. Oui, les régressions sont pénibles, et la civilisation matérielle, séparée de la civilisation morale, finit fatalement par se suicider.

Victor Hugo a écrit: "L'ignorance vaut mieux que la mauvaise science". L'ignorance c'est la nuit, mais la nuit cède devant la lumière, tandis que la mauvaise science, qui est l'erreur, c'est aussi la nuit, mais une nuit obstinée, haineuse, aggressive, qui combat la lumière et cherche à l'éteindre. La mauvaise science nous ramènerait à l'état sauvage. Allons à l'Eglise qui est la lumière et qui en nous donnant toutes les civilisations terrestres nous conduira à cette félicité qu'on peut bien appeler la civilisation de la Jérusalem céleste.

NOUS LES MULTIPLIONS

Dans chacune de nos provinces, nous sommes aux prises avec une difficulté scolaire. Certaines provinces ont même à faire face à deux difficultés différentes de l'école.

Ces problèmes proviennent de deux sources; la méconnaissance de l'esprit et de la lettre du pacte fédératif, et le grand désir que les pouvoirs publics ont eu depuis longtemps de peupler notre pays sans tenir compte de la qualité des gens qu'ils nous amenaient pour atteindre leur but.

Ontario, le Manitoba, l'Alberta, la Saskatchewan, et les Provinces maritimes, souffrent de n'avoir pas compris que l'élément français était le premier occupant du sol et avait gardé dans ses capitulations, ses traités et ses actes, le droit de vivre avec ses us et coutumes. Ces provinces souffrent de n'avoir pas voulu comprendre comme doivent le faire des associés, et non des conquérants, les clauses d'un contrat ayant pour fin principale la protection des minorités signataires à ce contrat.

Les provinces plus haut mentionnées souffrent dans leurs écoles, tout simplement parce que la majorité chez elles veulent rouler sa soeur partenaire, la minorité. Elles se débattent dans de nombreuses difficultés parce qu'elles méconnaissent des droits certains et ne savent pas distinguer où finit la justice et commence la faveur.

* * *

La lutte pour la prépondérance d'une part, et la vie de l'autre, n'est pas la seule source de nos ennuis. La pacte confédératif n'est plus d'hier et ceux qui avaient à l'interpréter, à l'administration ont oublié qu'il faisait du Canada un pays bilingue, partie catholique et partie protestante. En possession d'un immense territoire, ils ont voulu faire vite un grand pays par sa population.

Pour y arriver ils ont engagé des nuées d'agents et ont organisé un système d'immigration afin de mieux réussir dans leur projet, ils n'ont pas craint de multiplier les promesses, sans plus penser que ces promesses devraient être remplies un jour, ou sinon qu'il y aurait des difficultés.

Nous avons vu, par la suite, arriver des colonies entières d'Allemands, de Ruthènes, de Doukobors, de Juifs, d'Asiatiques, et nous avons aujourd'hui à nous débattre avec des problèmes allemande, ruthènes, juifs, doukobors, asiatiques. Pour mieux les attirer on leur avait promis certaines libertés que l'on mesquinait même aux découvreurs et aux pionniers du pays. Ces colonies sont devenues canadiennes et l'heure des échéances est depuis longtemps arrivée.

On avait fait venir des colonies entières, apparemment, pour permettre à ces gens de maintenir leur vie religieuse et nationale suffisamment intacte pour qu'elles demeurent elles-mêmes. Mais voici qu'au lieu de la liberté promise on leur impose l'assimilation complète et on veut les obliger à passer par le moule officiel et unique de l'école publique.

L'opération n'est pas aussi facile qu'on le croyait et, en certains endroits aujourd'hui, on se dit découragé d'avoir à travailler à l'assimilation des groupements inassimilables.

* * *

Le Manitoba sait ce qui en est, la Colombie-Anglaise est en train d'apprendre à jouer de la saisie pour "faire respecter la loi britannique". Les Doukobors, en effet, refusent entièrement de reconnaitre le système scolaire que le gouvernement veut leur imposer parce que, disent-ils, il est contraire à leurs croyances religieuses et à leurs traditions. Le gouvernement leur a fait savoir que, s'ils n'acceptaient pas la "loi britannique", leurs biens seraient saisis. Les Doukobors ont répondu qu'ils préféraient tout perdre et recommencer leur établissement que d'accepter un type d'école qui les déformerait.

Des poursuites ont été intentées, mais les Doukobors les ont ignorées, et, depuis, on a commencé l'application du système bien connu au pays et qui consiste à saisir les terres de ceux que l'on veut courber sous sa loi.

Notre province a aussi son problème scolaire né de notre immigration. Nous avons, en effet, accepté par milliers des immigrants juifs. Plus généreux encore, nous avons accordé à ces nouveaux venus le titre de citoyen. Ils sont maintenant en nombre et réclament des écoles qui leur conviennent. La constitution ne reconnait que des écoles chrétiennes, et les enfants juifs ne sont pas chrétiens. Et nous avons à décider, maintenant, s'il est possible d'accorder à un groupe que l'on connait bien le droit de citoyen sans lui reconnaitre un droit antérieur, celui que la nature accorde aux parents.

Où nous en sommes rendus, avec de la simple bonne volonté, le Canada peut facilement se débarrasser d'une bonne partie de ses problèmes scolaires. Il lui suffirait de faire honneur à la parole donnée, dans son esprit et dans sa lettre, lors du pacte constitutionnel. Mais il nous restera encore à régler les difficultés nées de notre immigration, difficultés ne pouvant que se multiplier et grandir.

Nous n'en continuons pas moins à importer des Juifs et à créer des colonies multiples par la langue et les traditions.

(L'Action Catholique) Thomas POULIN